

Manque de médecins : Danielle Brulebois à la rencontre des habitants de la Petite Montagne

Alors qu'en novembre 2019 une pétition intitulée « La Petite Montagne file un mauvais coton » était lancée par un collectif de citoyens, la députée Danielle Brulebois, entourée d'élus locaux, est allée à leur rencontre pour tenter de les rassurer.

Il y a trois mois, une dizaine de citoyens se réunissaient pour lancer une pétition afin d'interpeller leurs élus sur le manque de médecin en Petite Montagne, plus particulièrement sur les secteurs d'Arinthod, Saint-Julien et Thoirette. Signée par plus de 1 500 personnes, la pétition a incité Danielle Brulebois à se déplacer, jeudi 23 janvier à Saint-Julien pour rencontrer les membres du collectif « Vie en Santé en Petite Montagne », pharmaciennes et infirmières du secteur.

Entourée de Frédéric Bride, maire de Val Suran, Josiane Carretie, maire déléguée et Françoise Gras, vice-présidente de la nouvelle communauté de

communes Terre d'Émeraude, en charge des affaires sociales, la députée a, durant près de deux heures, tenté de rassurer les habitants quant à l'avenir de la médecine sur leur territoire. Un avenir mis à mal depuis début janvier, date du départ à la retraite du docteur Redin de Saint-Julien et du docteur El Hani d'Arinthod, laissant seuls en place sur le secteur le docteur Bergier à Arinthod et le docteur Badele à Thoirette.

« Tout d'abord, je voulais vous faire savoir qu'en tant que députée, je ne suis pas inactive, tant auprès de l'ARS qu'auprès de la ministre même de la Santé, vis-à-vis des problèmes qui concernent les zones médicalement sous-denses, ainsi que de l'hôpital », puis de rappeler que « des mesures nationales auront bientôt des effets sur votre territoire, comme la suppression du numerus clausus ou le plan *Ma Santé 2022*, qui changeront le système médical en profondeur. »

Maisons médicales et médecins salariés

Si la députée a tenté de faire comprendre à la quinzaine de personnes présentes que « la médecine ne se fera dorénavant plus comme avant, avec des médecins isolés dans leur cabinet », expliquant de fait que « le gouvernement encourage désormais les territoires à faire des maisons de santé », elle s'est également voulue rassurante en estimant que « sur les 400 médecins qui vont être prochainement salariés par l'État dans le cadre du Plan Santé, le Jura pourrait en espérer une dizaine. »

Des paroles qui ont malgré tout laissé dans l'expectative les membres du collectif, à l'image de François Renaud, son porte-parole : « Dans l'immédiat, comment vont être remplacés les médecins partis à la retraite ? Vous nous apportez certes un début de réponse, mais nous voulons avoir la certitude que des médecins s'installeront à Arinthod et Saint-Julien de manière pé-



Durant près de deux heures, la députée a tenté de rassurer les habitants.

renne en 2020. »

Une confirmation que Danielle Brulebois a eu du mal à apporter, se retranchant derrière les mesures nationales découlant du plan *Ma Santé 2022* : « Une communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) va être créée à l'échelle du Scot lédonien, permettant de faciliter l'accès aux médecins traitants, la prise en charge

des soins non programmés, et l'organisation des parcours pluriprofessionnels. Le métier d'infirmière va également évoluer prochainement, leur permettant de faire de nouveaux actes médicaux, dégageant ainsi du temps pour les médecins ; tout comme la possibilité pour les pharmaciens de renouveler certaines ordonnances. »

Face à quoi le collectif, s'il a tenu à rappeler « qu'il n'était pas dans la rébellion mais pour le travail d'union », a encore une fois fait connaître son inquiétude : « Tous ces projets sont très bien, mais cela ne change rien à notre réelle inquiétude vis-à-vis du manque de médecins actuel. »

Joffrey Fodimbi